

façon satisfaisante. La distribution des allocations d'assistance, d'abord par l'intermédiaire des provinces, et ensuite par l'intermédiaire des municipalités, fait naître une tentation, soit dit sans insinuation. Et pour certaines gens, la tentation d'exploiter la chose pour des fins de politique municipale est très forte. Ainsi, si l'on pouvait confier les secours à une commission indépendante, surtout quand il s'agit de sommes importantes, et pour l'opération finale, la distribution des secours, ce serait une réforme très opportune.

Pour revenir à la résolution, nous savons tous qu'il est presque intolérable pour les municipalités de porter le fardeau des secours. La propriété foncière est tellement imposée que la construction de logements pour retirer un revenu du loyer est presque une impossibilité. Il y a abondance de capitaux pour ce genre de placement, si les gens étaient seulement assurés d'un revenu modeste. Dans les circonstances, l'allègement du chômage semble un problème national. Le gouvernement fédéral devrait le reprendre intégralement à sa charge. J'espère que les municipalités collaboreront avec les gouvernants en réduisant leurs exigences au minimum, par une gestion très prudente des fonds d'assistance.

Je vais donner un avis au ministre du Travail au sujet de l'allègement du chômage. Je ne parle pas de distribution. Je dis que la grande cause de la situation actuelle se trouve dans notre intervention de plusieurs années dans les entreprises privées. L'Amérique anglo-saxonne fait depuis vingt ans le jeu du gouvernement dans les affaires. Qu'il se soit agi de l'organisation des marchés pour le blé, des chemins de fer, des hypothèques ou de quoi que ce fût, les entreprises privées ont toujours demandé à l'Etat de résoudre leurs difficultés, quelles qu'elles fussent. Nous savons maintenant quels fruits a produits depuis des années cette méthode. Tout le monde les connaît, dis-je, depuis longtemps. C'est l'expérience que nous a valu au Canada la radiophonie. Après cinq années de tentatives dans ce domaine, il n'y a aucune exagération à déclarer que la situation reste plutôt déplorable. J'allais dire qu'elle est irrémédiable, mais je ne veux pas être trop sévère. Le réseau transcanadien de Radio-Canada, qui a tant coûté au contribuable du Canada, loin de réussir à nationaliser les ondes canadiennes, sert maintenant de moyen de publicité à rabais aux commanditaires américains qui recherchent la clientèle canadienne.

Je déclare que le seul moyen de réparer ces fautes est d'encourager les entreprises privées, de cesser de molester celles qui réussissent, et de stimuler par tous les moyens possibles les affaires du pays. Je suis convaincu que de cette façon l'épais brouillard du chômage et des inquiétudes sera bientôt dissipé.

J'avais l'intention de prendre la parole hier soir, mais je ne l'ai pu. Aujourd'hui je constate cependant que des personnages distingués partagent mes pensées. La *Gazette* de ce matin m'apportait des remarques à peu près semblables, prononcées hier soir à New-York, par sir Josiah Stamp, et je désire en citer un ou deux passages. Sir Josiah s'adressait à la Chamber of Commerce de l'Empire britannique et s'est demandé quels sont les principaux facteurs de la situation économique. Il en a mentionné quatre touchant la régression, qu'il a appelés "faciles à observer". Les trois premiers sont d'ordre technique, et le quatrième d'ordre psychologique. Le premier facteur d'ordre technique porte sur l'organisation du crédit et du numéraire, le deuxième sur l'effet des impôts, et je pense qu'il y est aussi question de l'effet de la taxe sur les bénéfices non distribués. J'ajouterai en passant qu'un autre lourd fardeau qui pèse actuellement sur l'industrie vient de la forte taxe de ventes que nous avons au pays, taxe que le consommateur doit naturellement payer. Le troisième facteur technique porte sur le problème industriel, et sir Josiah est d'avis que la meilleure prospérité s'obtient en laissant les entreprises réaliser d'excellents bénéfices. Quelques honorables députés seront tout étonnés, mais voici ses propres paroles :

Les bénéfices élevés signifient plus de main-d'œuvre, mais si le prix de revient, surtout les salaires et les heures de travail, deviennent hors de proportion avec les prix, la marge des bénéfices en subit les conséquences et la limitation de la production s'impose inéluctablement.

Puis sir Josiah passe au facteur d'ordre psychologique :

Mon quatrième point est d'ordre psychologique, dit-il. Tant que les affaires craignent les actes que le gouvernement peut poser, elles ne se préoccupent guère de multiplier leurs initiatives, et la crainte politique est le grand ennemi du progrès économique.

Si je puis me permettre une suggestion au Gouvernement, je lui dirai ceci : sans prétendre qu'il sache les affaires, nous savons que plusieurs, aussi bien en Chambre que du haut des tribunes, se livrent continuellement, dans tout le pays, à ce jeu aussi populaire que facile. Mais à mon sens, l'initiative privée, soumise à une surveillance compétente, est le plus en mesure de résoudre le problème du chômage et nul doute qu'avec un peu de latitude, elle nous tirerait graduellement d'embaras. A seule fin de donner une idée des différentes entreprises commerciales qui ont été étatisées—je ne traiterai pas ce sujet maintenant, mais je puis dire...

L'hon. M. DUNNING: Ce serait très intéressant.

M. EDWARDS: Je m'exécute donc. Je vais donner la nomenclature des différents do-